

BRETONS

ALAN STIVELL
UNE VIE
CONSACRÉE À
LA MUSIQUE ET
À LA BRETAGNE



UN MAGAZINE DISTRIBUÉ PAR

ouest
france

UNE
JOURNÉE
AU BAR
À GOURIN

L'HISTOIRE
DES CERCLES
CELTIQUES

Qu'est-ce qu'être
Français, Catalan,
Breton...

L'analyse d'Alain Finkielkraut



Richard Ferrand
Sa démission,
Macron, la Bretagne



Étienne Didot
Le plus Breton des
joueurs de Ligue 1

RICHARD FERRAND

“MOI J’AVANCE, JE CONTINUE, JE TRAVAILLE”

LE DÉPUTÉ DE CHÂTEAULIN FUT L’UN DES PREMIERS SOUTIENS D’EMMANUEL MACRON, ALORS QUE CELUI-CI ÉTAIT ENCORE MINISTRE DE L’ÉCONOMIE. RÉÉLU AUX DERNIÈRES LÉGISLATIVES, IL A ÉTÉ UN ÉPHÉMÈRE MINISTRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES, POUSSÉ À LA DÉMISSION APRÈS AVOIR ÉTÉ MIS EN CAUSE DANS UNE AFFAIRE TOUCHANT LES MUTUELLES DE BRETAGNE. ALORS QUE LA JUSTICE A CLOS L’AFFAIRE, IL EST AUJOURD’HUI PRÉSIDENT DU GROUPE EN MARCHÉ ! À L’ASSEMBLÉE NATIONALE.

PROPOS RECUEILLIS PAR MAIWENN RAYNAUDON-KERZERHO
PHOTOS EMMANUEL PAIN

BRETONS : Vous êtes né dans l’Aveyron, vous n’êtes pas Breton d’origine. Pourquoi et quand êtes-vous venu en Bretagne ?

RICHARD FERRAND : Je suis un Breton d’adoption et de cœur, ma compagne et mes enfants sont nés en Bretagne. J’ai travaillé dans les années 1990 avec Kofi Yamgnane, qui était secrétaire d’État, en charge des Affaires sociales et de l’Intégration. Par le hasard d’amis communs, il m’a proposé de rejoindre son cabinet. À l’époque, chaque ministre ou secrétaire d’État avait un membre de son cabinet qui pouvait être chargé de la gestion de ses dossiers locaux. Kofi cherchait un collaborateur de confiance pour s’impliquer en Bretagne et je lui ai dit que je souhaitais vivre et travailler en Bretagne. Je résidais à Paris depuis dix ans. Je me suis donc installé sur la rivièrre du Faou. Je vis en Bretagne depuis le 1er décembre 1991 et dans la région de

Carhaix depuis 1998. Je suis donc devenu Breton par le métissage de Kofi Yamgnane.

Cela fait donc plus de vingt-cinq ans. Vous vous dites Breton ?

Oui, bien sûr. Contrairement à beaucoup de personnes, je n’ai pas une culture des racines. En revanche, je me sens de ceux dont je partage la vie. Comme cela fait vingt-cinq ans que je vis en Bretagne, que ma compagne est Bretonne, que mes enfants sont nés ici, je suis d’ici et je me sens d’ici.





Cela veut dire quelque chose en termes de valeurs, de caractère ?

Mon pays, c'est ici. Un sentiment d'appartenance, en ce qui me concerne, se construit. On se construit avec ceux qu'on fréquente, avec les paysages d'un territoire, avec les amis, les concitoyens, les collègues de travail. Après, on appartient à ce monde. C'est toute la richesse de la relation à autrui. Par conséquent, l'essentiel de ma vie est ici. Je suis nécessairement d'ici, parmi les miens. C'est comme ça.

La région où vous êtes arrivé, le Centre-Bretagne, est aussi un pays de fortes personnalités. C'est notamment la région de Christian Troadec avec qui vos relations sont, paraît-il, compliquées...

L'important, c'est l'action, pas les bisbilles, mais mon enfance rugbyistique m'a appris la rudesse. Le Centre-Bretagne est fait de personnes de grande qualité, de forts tempéraments, qui portent et incarnent la Bretagne tout aussi bien que tel ou tel élu politique. Après, vous savez, les rivalités politiques, elles ont la même rudesse où que ce soit. Si j'en juge par le résultat des élections, il y a plus de gens qui se reconnaissent dans ma manière de porter l'intérêt général que dans d'autres... Y

compris à Carhaix, aux dernières élections. Le Kreiz Breizh, comme beaucoup de territoires ruraux, est un pays où l'on sait qu'il faut mener des combats pour inverser le cours des choses. Quelles que soient les sensibilités politiques, intellectuelles, culturelles, on sait qu'il faut être âpre, qu'il faut faire valoir nos atouts. Bref, qu'il faut être lutteur. Mieux vaut connaître le gouren et le rugby. Ça sert ! Pas simplement entre nous, mais vis-à-vis de l'extérieur.

C'est aussi le territoire où les autonomistes font le plus de voix. Est-ce que vous comprenez cette revendication de plus de pouvoir pour la région ?

J'ai toujours été, contrairement à certains costards qui m'ont été taillés, très décentralisateur. Mais, par commodité polémique, on a dit que j'étais un jacobin. Pour être honnête, ça m'a toujours été indifférent. Parce que je crois qu'en politique comme en amour, ce sont les actes qui comptent, pas les déclarations. J'ai été le président du Centre-Ouest Bretagne lorsqu'il est devenu le premier pays de France au sens de la loi Voynet. Je l'ai voulu, je me suis battu pour, aux côtés de gens comme Michel Balbot ou Michel Morvan ! Il me semble que l'unité de la République, à laquelle je suis attaché, ne peut pas être l'uniformité. Je crois que la République est garante d'un certain nombre de valeurs héritées de l'histoire qui sont utiles à tous les citoyens français, mais de facto, les modes d'organisation peuvent être différents, selon l'histoire et la géographie, parce que les défis auxquels un territoire est confronté sont différents. Je crois profondément que s'il est des choses qui doivent être unitaires, il y a des organisations qui doivent être plus libres. C'est dans cette dialectique que je me situe. Mais lorsque ce débat, qui est complexe, on le résume à quelques slogans, on l'appauvrit. Il me semble en effet que la Bretagne fait partie de ces régions où plus les Bretons s'occupent des affaires de notre région, mieux nous nous portons. ▶

Par conséquent, l'objectif étant que les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité s'incarnent dans tous les territoires, laissons aux territoires leur capacité à faire vivre cet idéal républicain. D'ailleurs, j'ai tenu, à l'entrée de ma permanence, à écrire la devise républicaine en breton et en français. Je trouve cela important, car le sens universel de cette devise doit s'écrire dans toutes les langues.

Vous avez été le premier parlementaire à rejoindre Emmanuel Macron et le mouvement En Marche !. Pourquoi ?

Il m'est apparu, à un moment où je trouvais que le personnel politique n'était pas à la hauteur des enjeux, qu'Emmanuel Macron était une des rares lumières qui brillait. J'ai très étroitement travaillé avec lui pendant deux ans, sur la loi qui porte son nom. J'ai été très vite frappé par une intelligence et un tempérament hors du commun, et une vraie capacité à relever les défis de l'époque, du pays, de l'Europe, voire du monde. Une vraie complicité amicale, intellectuelle est née par ce travail en commun et nous lie depuis. C'est le travail qui nous a soudés. Les choses se sont construites de manière empirique, en marchant. Très rapidement, j'ai compris qu'Emmanuel Macron avait les qualités pour devenir président de la République. Et par ailleurs, il répond aux défis de l'époque : une manière d'aborder toutes les questions en dépassant les a priori idéologiques, les constructions mentales dépassées, une capacité à rassembler, à poser des diagnostics, à mettre des solutions sur la table.

Il m'a semblé que ce pragmatisme était tout simplement producteur de sens, de réel et utile au pays. J'aime dire : un peu comme de Gaulle, il a une vision, comme Pompidou, c'est un homme de lettres, comme Giscard, c'est un inspecteur des finances, comme Mitterrand, c'est un homme d'histoire, comme Chirac, c'est un homme empathique, comme



Hollande, il a beaucoup d'humour. Et il a l'énergie de Sarkozy. C'est une sorte de synthèse dynamique des présidents antérieurs de la Cinquième République.

Vous avez dû être satisfait de voir qu'il a obtenu en Bretagne des scores supérieurs à la moyenne...

Oui, évidemment car je savais qu'Emmanuel Macron veut faire pour la France ce que Jean-Yves Le Drian fait pour la Bretagne. Jean-Yves Le Drian a toujours su rassembler, des communistes sincères comme Gérard Lahellec jusqu'à des écologistes tout aussi sincères comme Dominique Ramard, des autonomistes comme Paul Molac, des socialistes comme moi, des radicaux de gauche, voire des personnalités qui viennent plutôt du centre droit. Cette capacité à unir des gens sur un projet pour un territoire ou un pays, au fond, c'est ce que veut faire Emmanuel Macron. C'est d'ailleurs naturellement qu'aujourd'hui, Jean-Yves

Le Drian est le ministre des Affaires étrangères d'Emmanuel Macron. En Bretagne, nous avons cette idée que la volonté commune de créer ou de réaliser doit l'emporter sur les a priori idéologiques. C'est quelque chose d'ancré dans notre mentalité. D'ailleurs, si vous regardez l'histoire politique de la Bretagne, elle s'est aussi construite contre un certain nombre de dogmes centralisateurs, qui refusaient de reconnaître les singularités. Chacun a bien sûr sa sensibilité, son histoire, mais lorsqu'il y a des enjeux d'intérêt commun, on doit être capable de dépasser pour rassembler : les Bretons ont toujours su le faire et le président Macron s'y attelle !

Il y a un moment de l'histoire récente où les Bretons se sont réunis au-delà des clivages politiques, c'est le mouvement des Bonnets rouges. Comment avez-vous vécu ce mouvement ?

C'était un moment difficile où nous vivions des crises agroalimentaires majeures : Doux, Gad, Marine Harvest... Un moment où l'économie était un peu anémiée, et où l'État a donné l'impression



de ne répondre que par une nouvelle taxe qui venait frapper le transport de marchandises d'une économie qui ne parvenait pas à en tirer une valeur ajoutée suffisante. Il y avait de quoi être en colère. À l'Assemblée nationale, j'ai toujours combattu l'écotaxe telle qu'elle a été conçue à l'origine, qui finalement taxait les producteurs des régions les plus éloignées de leurs clients. Mais je crois aussi que nous avons été collectivement angoissés de voir qu'un pan majeur de notre économie - l'agriculture, l'agroalimentaire - était en danger. Il y a eu une peur collective, et face à cette taxe, il y a eu un mouvement d'humeur, qui n'ex-

l'enfant du Larzac que je suis vous dira qu'on disait déjà dans les années soixante-dix : Vivre, décider et travailler au pays. Ce qui est sûr, c'est que ça a été un moment d'histoire qui a été le creuset de revendications défensives, offensives, de paroles politiques régionalistes mais pas seulement. Ça a été un mouvement divers, protéiforme. Mais un moment fort, sans aucun doute.

En mai dernier, pour justifier l'emploi de votre fils comme attaché parlementaire, un membre de votre cabinet avait répondu qu'il était "difficile, en Centre-Bretagne, de trouver un jeune qui sait lire et écrire correctement, aller sur Internet"...

Ce n'était pas un membre de mon cabinet, puisque cette parole a été prononcée alors que mon cabinet n'était pas constitué. Vous mettez le doigt sur quelque chose qui

a fait cette réponse stupide. Ça n'a jamais été un membre de mon cabinet.

Ça vous a mis en colère ?

Dans une énorme colère. Et j'ai pris une sanction dont la personne se souvient.

Il y a eu également la phrase d'Emmanuel Macron sur l'illettrisme des ouvrières de Gad. Existe-t-il encore une forme de mépris des élites parisiennes envers les territoires ruraux, une forme de déconnexion, une méconnaissance de ce qui se passe ici ? Mais ne tombez pas dans ce piège ! Il n'y a absolument rien de scandaleux, juste quelque chose de sincère et d'honnête à dire les difficultés à accompagner la reconversion de personnes qui perdent leur emploi, qui n'ont pas eu une heure de formation en vingt-cinq ans, qui ont des difficultés parfois à maîtriser l'écrit... Il y a juste le fait de nommer un problème réel. Il n'y a aucun mépris. Si demain un médecin vous diagnostique un problème, vous direz qu'il vous méprise ?

On parle d'illettrisme...

Et alors ? Qu'est-ce que c'est l'illettrisme ? Donnez la bonne définition. Ce n'est pas l'analphabétisme. L'illettrisme, c'est quand on ne maîtrise pas suffisamment le sens de la chose écrite pour se débrouiller. Je vous livre une anecdote : une dame de 86 ans a défoncé ma voiture sur le trottoir il y a trois semaines. La dame est venue avec son constat, elle pleurait, tellement elle était embêtée. Je lui ai dit de se calmer, qu'on allait faire ensemble le papier. Elle m'a demandé : Vous pouvez me le remplir, je ne m'en sors pas. Je l'ai fait, il n'y a pas de mépris là-dedans ! Nommer les choses n'est pas scandaleux. Par contre, les beaux esprits qui font des interprétations pour créer des polémiques, eux, sont obscènes. Les organisations syndicales le disaient : C'est une catastrophe s'il ▶

“UN PEU COMME DE GAULLE, EMMANUEL MACRON A UNE VISION, COMME POMPIDOU, C'EST UN HOMME DE LETTRES, COMME GISCARD, C'EST UN INSPECTEUR DES FINANCES, COMME MITTERRAND, C'EST UN HOMME D'HISTOIRE...”

cuse aucune violence. Ensuite, il y a eu une dose d'opportunisme, il ne faut pas le nier, puisqu'on retrouvait côte à côte des gens du NPA, ceux qui combattaient le mariage pour tous, des petits producteurs et des grands distributeurs. Il y a eu autour de cette écotaxe une coagulation d'expressions diverses.

Un fonds régionaliste aussi ? Ou alors cela fait partie de l'opportunisme...

Je vois où vous voulez m'emmener. Certains en effet se sont mobilisés à travers ce prisme. Mais

m'irrite assez vite : les approximations. Mon fils, je l'ai engagé pendant quatre mois, au Smic, à ma demande, pour remplacer un collaborateur soudainement malade. Ensuite, quelqu'un téléphone alors que mon cabinet n'était pas constitué. Première faute grave d'un journaliste qui a écrit cela. C'était un membre de la communication du ministère où j'étais à peine arrivé qui

y a un licenciement brutal de deux cents personnes qui ont des difficultés de déplacement. Soit parce qu'elles n'ont pas de voiture, soit parce qu'elles n'ont pas ou plus le permis et, de surcroît, ont des problèmes d'illettrisme, parce que l'insuffisante maîtrise du français, ça s'appelle comme ça. Ce n'est pas une injure ! Ce n'était pas un problème de Bretons ! On pourrait dire rigoureusement la même chose dans l'ensemble des départements de France quand se pose ce problème. Il ne faut pas tomber dans la paranoïa locale.

Donc, ça n'existe pas, il n'y a pas de déconnexion, un regard un peu condescendant sur les zones rurales...

Ne mélangeons pas tout. Les écoles rurales sont de grande qualité. Je suis moi-même un enfant et un élu de la ruralité, comme d'ailleurs mes collaborateurs. Les dossiers que je défends à Paris comme au conseil régional de Bretagne consistent précisément à mieux aménager le territoire : la mise à deux fois deux voies de la RN 164, l'axe central breton, l'accès au très haut débit, le développement de l'offre de soins à l'hôpital de Carhaix, la lutte contre l'apparition de déserts médicaux. Loin de toute déconnexion, je milite au contraire pour que la cohésion des territoires soit partout garantie.

Je ne le dis pas pour vous, mais à Paris, dans les ministères...

Mais il y a des condescendants partout sans que ce soit l'exclusivité de quelques énarques parisiens. Ce n'est pas dû à leur lieu de naissance, c'est dû au fait qu'il y a partout des gens arrogants et stupides. Il y en a partout. Ne tombez pas dans ce cliché. Il est évident que Paris qui concentre beaucoup de population concentre beaucoup d'abrutis. Mais c'est proportionnel.

Cela fait six mois que les députés ont été élus. Quelques-uns ont pu se plaindre, en disant qu'ils

étaient fatigués, qu'ils avaient trop de travail. Est-ce vrai, les députés de la majorité sont-ils en burn-out ?

Mais non. Ce qui se passe, c'est que le monde politique s'est recomposé. Ceux qu'on appelle les observateurs, les vieux rubricards, lisent le monde avec leurs lunettes anciennes. Eux n'ont pas changé. Ils lisent avec les codes de ce qu'ils ont connu pendant la précédente décennie. Quand un député, qui n'a pas l'habitude de la langue de bois, et c'est tant mieux, dit quelque chose comme : "Je suis crevé", tout de suite, c'est : "Crise, fronde au sein de la majorité !" D'abord, les députés n'ont

politique alors qu'elle n'a rien à y faire.

Les premiers mois du gouvernement ont été difficiles pour vous, puisqu'il y a eu l'affaire des Mutuelles de Bretagne. Est-ce vrai que vous gardez dans une sacoche tout ce qui a été écrit sur cette affaire ?

Je ne garde pas ça dans une sacoche, mais j'ai consacré les dix jours de vacances que j'avais, entre le 10 et le 20 août, à rassembler tout ce qui avait été dit sur moi à ce moment-là, alors que la justice

“J’AI CONSACRÉ LES DIX JOURS DE VACANCES QUE J’AVAIS À RASSEMBLER TOUT CE QUI AVAIT ÉTÉ DIT SUR MOI À CE MOMENT-LÀ, ALORS QUE LA JUSTICE A CLAIREMENT DIT QUE J’ÉTAIS LAVÉ DE TOUT SOUPÇON.”

pas à se plaindre mais à servir le pays. Sans doute que certains se sont laissés aller à quelques confidences après des séances de nuit et de longues journées de réunion, ce qui a été amplifié et diffusé... et du pire effet. Je vous rassure, il n'y a pas de burn-out ni d'états d'âme. Ce type de sorties est parfaitement inutile et ne peut être que mal vécu par celles et ceux qui travaillent durement et n'ont pas le loisir de se plaindre. Cela montre aussi qu'il faut savoir garder une certaine réserve lorsqu'on est exposé médiatiquement, car une parole maladroite et inappropriée peut entrer dans l'actualité

à clairement dit que j'étais lavé de tout soupçon. Je les ai conservés comme autant de trophées de la stupidité des paresseux. Un jour, quand j'aurai du temps, j'en ferai la chronique. Tout cela est donc derrière moi, même si le poison du soupçon m'a fait souffrir.

Au-delà de ma personne, et cela vaut pour tout citoyen, je crois que nous gagnerions collectivement à ne pas assimiler des mises en cause, d'où qu'elles viennent, à la culpabilité. Je veux vous donner un exemple. Un de mes collègues député a été mis en cause par une dame au motif qu'il aurait eu des comportements relevant d'agressions sexuelles. La presse a diffusé son visage, partout, son nom. Sa compagne, ses enfants en ont été meurtris. Très rapidement, il



s'est révélé que cette personne qui l'accusait sans fondement, avec qui ce collègue avait eu un conflit du travail, dans l'élan de #balance-tonporc, en avait fait un agresseur. Est-ce que vous imaginez les dégâts humains, intimes, familiaux, politiques ? Ainsi, son honneur a été "jeté aux chiens", comme disait Mitterrand de Bérégovoy, alors même que la justice de notre pays a constaté qu'aucune charge ne pesait sur ce collègue. Il a d'ailleurs déposé plainte pour dénonciation calomnieuse. Comme pour les avocats ou les médecins, tout cela me laisse penser que ce serait l'honneur de votre profession que de créer son propre code de déontologie qui serait opposable à ses membres. Quelle est l'utilité pour l'information du citoyen de mettre en gros le nom et le visage d'une personne soupçonnée ? D'ailleurs, je constate que si la presse se porte aussi mal, elle ferait bien de s'interroger.

Dans votre cas, il y a une nouvelle plainte de l'association Anticor...

J'ai lu cela dans la presse. Que ceux qui veulent s'acharner s'acharment... Moi j'avance, je continue, je travaille.

Car la justice a classé toutes les plaintes contre vous sans suite, sauf cette prise illégale d'intérêt qui était atteinte par la prescription...

Non, tout est classé sans suite car précisément, aucune infraction n'a été commise. Soyons clairs !

Au-delà du droit, est-ce que vous comprenez qu'il y a quelque chose de l'ordre de l'éthique ou de la morale qui a pu gêner les citoyens ?

Je considère qu'il n'y a rien d'immoral dans cette histoire. Elle est toute simple. Ma compagne disposait d'un local. Une des cadres de l'entreprise, qui avait la responsabilité de chercher un local,

a trouvé que celui-là convenait. Elle a proposé une étude comparative au conseil d'administration, au sein duquel je ne siège pas. Il a validé sa proposition. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise de plus ? J'ai entendu une chronique d'*Europe 1* l'autre jour, vanter le journalisme d'investigation qui aurait mis au jour Fillon, Ferrand... Je n'ai jamais payé quelqu'un 9 000 euros par mois, je n'ai jamais été mis en examen ! Le droit est dit. Les Bretons de ma circonscription m'ont exprimé leur confiance en me réélisant à plus de 57 % des voix dans les conditions que vous connaissez : il n'y a pas de meilleure réponse possible en démocratie. La justice a tranché. Les urnes ont parlé.

Et pourtant vous avez dû démissionner de votre poste de ministre...

Le Premier ministre a remis la démission du gouvernement après les législatives : c'est la tradition républicaine ! Au lendemain de ma réélection et après l'obtention de la majorité absolue de la République en Marche à l'Assemblée nationale, le président de la République m'a confié la mission d'être candidat à la présidence de ce groupe de 312 députés, majorité historique dans la Cinquième République. Cela ne m'a pas surpris puisque j'étais le secrétaire général d'En Marche ! et avais pris une part prépondérante aux campagnes présidentielle et législative. Le feuilleton que vous évoquez aurait pu entraver mon action, mais la vérité est que mon groupe a voté en six mois des réformes majeures : la suppression de la taxe d'habitation, la baisse des cotisations salariales... Aujourd'hui, je suis au travail sur des sujets difficiles comme le projet de loi asile et immigration, le projet de loi sur "le droit à l'erreur", la réforme de la formation professionnelle et de l'assurance chômage. ●